



BESANCON, le 10/09/2018

DECLARATION LIMINAIRE DU SNPES/PJJ ET DE LA CGT **AU CTT Franche-Comté du 10/09/2018**

La rentrée est étouffante.....temps chaud et orageux en fin d'année !

Après des records de chaleur estivale, notre administration se met au rythme de la météorologie pour atteindre des sommets de maltraitance : les agents ne sont plus que des pions que l'on utilise au profit de directives nationales, sans concertation ou ménagement.

D2A, continuité des parcours, PRMO.....et maintenant SIPEC !

On oublie tout et on recommence ? La fin du PRMO n'est même pas un sujet de CTT et les informations qualifiées de « surprise » par la DT et la DIR de cet arrêt brutal sont en contradiction avec un document de la DME de la DIR Grand Centre de juin 2018 qui préconisait déjà la fin du poste de coordinateur...

Est-ce vraiment la PJJ en marche ?....ou un nouveau recul inquiétant où la priorité n'est plus le jeune et la continuité, mais l'obéissance et l'uniformité !

Fi de l'histoire, des projets portés, des singularités du territoire.....tout le monde dans le rang..... Quel rang tant il persiste de flous et de non-dits, dissimulés derrière des notes qui promettent le mieux, l'adaptabilité, l'uniformité, l'équité....dépourvues d'humanité !

Un « nouveau projet ».....le CEF.....et on voudrait nous faire croire en des mondes meilleurs ou différents...

Cela reflète surtout un manque de courage et d'ambition, où le constat que vous faites d'un manque d'hébergement sur le territoire (que nous partageons) est dépourvu d'analyses approfondies sur les besoins réels pour les jeunes que nous suivons. Il n'est pas précédé d'un minimum de bilans sur la situation des jeunes passés en CEF ou des besoins repérés sur le terrain par les agents, en lien direct avec les situations des jeunes et des familles.

SIPEC....LA grande nouveauté de la rentrée (on se croirait dans une publicité commerciale)....qui ne renvoie rien de bien nouveau sur le fond, si ce n'est le prétexte à une diminution des moyens et à une forme de précarité institutionnelle installée !

La réalité ce sont des postes supprimés postes supprimés : cela entraînera de l'individualisation où chacun défendra son petit pré carré de SIPEC, sa petite envie de CEF, sa carrière, son petit moyen d'échapper, par instant, au MO classique (comme vous le

nommez), tant les conditions d'exercice deviennent complexes, tendues, sous-valorisées ! N'oublions pas la gestion des groupes en hébergement parfois compliquée et où les retours sont de plus en plus rares...

Et il faut aller vite (projet avant fin Août?) : rentrer dans GAME, seul outil d'évaluation !

Alors le partenariat classe-relais, MDA, le groupe mineur-auteur ...SIPEC ou pas ?

L'important est le projet, le sentiment administratif que ça bouge, qu' « on » innoveou à défaut, qu'on obéisse et se soumette !

Mais aucun candidat sur le poste de RPI en DT ?

Locaux toujours aussi inadaptés sur Besançon, Dole ou Belfort?

Non reconnaissance de la suractivité et de la pression subie par les RUE, dans un statut....euh sans statut !

Service de MO et unités surdimensionnées !

Manque de VA, de bureaux d'entretien... !

Complexification de l'individualisation des prises en charge : avec un regard administratif et économique beaucoup plus critique ou exigeant que pour les EPE ou les CEF, limitée par des budgets contraints, des procédures ou des protocoles contraignants !

Mineurs incarcérés en hausse massive !

Menace de coupure d'électricité sur le territoire suite au non-paiement de factures !

Personnels administratifs niés dans leur quotidien : on leur en demande toujours plus, sans avoir, à minima, une reconnaissance, une rémunération et un statut adapté !

Doutes permanents sur la pérennité de l'insertion, des UEAJ : quid des personnels qui y travaillent ?

.....etc.....

Rien, rien, rien, nous ne voyons rien venir sur tous ces sujets, dans des perspectives toujours incertaines, repoussées: en êtes-vous soucieux ?

Et tout cela dans un contexte social et économique exécrable, où les plus démunis sont méprisés, les fonctionnaires maltraités, les salaires rabotés.....

Nous ne nous reconnaissons pas dans cette marche forcée où le jeune n'est plus au centre des préoccupations, où les conditions de travail pour les agents se dégradent et où la santé - sécurité au travail reste à l'état de principe énoncé, sans aucune prise en compte des réalités individuelles et collectives de terrain.

La PJJ semble avoir plus de facilité à imposer dans l'urgence des projets politiques qu'à entendre les réalités vécues par les jeunes et leurs familles, les agents et leurs conditions de travail.

Nous vous avons interrogé sur un dialogue social peu soucieux des retours des représentants des personnels : hélas se confirme, jour après jour, une confusion permanente entre dialogue social et instance de rencontre où tout est déjà décidé, renvoyant alors le dialogue social à la seule nécessité d'information.